

Bulletin Confédéral des Femmes

Mensuel - DÉCEMBRE 1949

213, rue Lafayette - PARIS-X^e

N° 13

Pour nos 3.000 francs comme pour la Paix
notre espoir est dans l'Action

PAR
Olga
TOURNADE

Secrétaire
de la C.G.T.



Comme nous nous sentons fortes et confiantes dans l'avenir après notre belle Conférence Nationale.

Il ne s'agit pas d'une confiance attentiste, mais de la certitude de ceux et de celles qui mettent tout leur espoir dans l'action.

Bien sûr des luttes se menaient dans toutes les localités, dans tous les départements, entraînant à tour de rôle les différentes corporations, mais celles qui se battaient ne sentaient pas toujours que c'était la même bataille qui se continuait à Lille, Lyon ou Marseille.

Or, nous étions 1.200 à notre Conférence, plus de 100 déléguées se sont fait inscrire et ont pris la parole, ou nous ont envoyé leur rapport.

Toutes nos compagnes sont venues faire la démonstration de l'aggravation de leurs conditions d'existence, et, avec la tranquille assurance que donne la volonté d'en finir et la certitude de la victoire, elles ont dénoncé les responsables de leur misère, elles ont réclamé et elles veulent obtenir la prime de 3.000 frs chaque mois et pour toutes elles ont proposé les solutions logiques pour faire reculer l'adversaire.



Avec quelle émotion, ces mères, ces épouses, ont crié leur haine des fauteurs de guerre, avec quelle conscience de classe elles ont dénoncé la guerre injuste et criminelle que l'on poursuit au Viet Nam, et affirmé leur volonté de la faire cesser, en intensifiant leur action contre les fabrications de guerre, en apportant toute leur solidarité à ceux qui refusent de débarquer ou de transporter le matériel de guerre.

Ceux qui crient à la politisation de la C.G.T., lorsque nous dénonçons la politique de préparation à la guerre contre l'Union Soviétique et les Démocraties Populaires auraient dû être présents à notre Conférence ; ils auraient pu juger du bon sens des travailleuses de notre pays, de leur profond attachement au pays du socialisme et de leur volonté farouche à le défendre.

Oui, chères compagnes de travail, vos déléguées vous ont bien représentées et ont traduit fidèlement votre volonté de combat.

Mais surtout, notre échange d'expériences a souligné la nécessité de coordonner sans cesse notre action, de lier encore davantage notre lutte à celle de toutes les femmes de notre

(Lire la suite page 2.)

Pour nos 3.000 francs comme pour la Paix NOTRE ESPOIR EST DANS L'ACTION !

(Suite de la première page)

pays, avec toute la population.

C'est pourquoi, tout en faisant leur compte-rendu, les déléguées en même temps que l'ensemble du mouvement syndical, souligneront combien il est important que les travailleuses soient de plus en plus nombreuses dans les **Conseils Communaux des Combattants de la Paix et de la Liberté**, et tout en œuvrant pour leur constitution elles seront l'élément actif des **Comités de Défense de la Paix** dans les entreprises, entraînant dans cette lutte l'ensemble des travailleuses organisées ou non.

tre Conférence ; ils auraient pu juger du bon sens des travailleuses de notre pays.

Oui, chères compagnes de travail, vos déléguées vous ont bien représentées et ont traduit fidèlement votre volonté de combat.

Mais surtout, notre échange d'expériences a

Car les mamans, les épouses travailleuses de France entendent bien participer activement à la **campagne de janvier contre l'arme atomique**. Elles signeront des pétitions et formeront de larges délégations pour aller demander à tous les élus de prendre position sur cette question.

Toutes les travailleuses de notre pays saluent l'initiative prise par l'Union des Femmes Française d'organiser pour le 25 janvier.

UNE JOURNEE NATIONALE DE PROTESTATION CONTRE LA SALE GUERRE DU VIET-NAM

Mais nous voulons mieux faire que saluer, nous allons nous y associer de tout notre cœur. Sur la base de chaque entreprise, bureau ou magasin, nous allons rechercher les mères dont le fils est parti pour le Viet-Nam, ou est soldat, et nous collecterons les fonds pour qu'elles puissent venir en délégation exiger avec toutes les mamans de France : le retour des corps des tués, le rapatriement du corps expéditionnaire, la fin de la guerre criminelle et sans issue en traitant avec Ho Chi Minh.

Et nous seront nombreuses au grand Rassemblement qui aura lieu le même jour, **au Vel' d'Hiv.**, avec **Jeannette Vermeersch** et **Françoise Leclercq**, de retour de la conférence des femmes d'Asie, qui vient de se tenir à Pékin.

Ce sera la meilleure préparation pour la **Journée**

Et bientôt, notre brochure

Bientôt, conformément au désir exprimé par les déléguées à la Conférence Nationale des Travailleuses, paraîtra en brochure le discours prononcé au Vel' d'Hiv. par **Benoît Frachon** devant les travailleuses de la Région Parisienne.

Dès maintenant, passez vos commandes, reprenez-la à vos directions syndicales.

Internationale des Femmes du 8 mars, pour l'organisation de laquelle notre conférence a appelé tous les militants et militantes.

Notre Camarade **Benoît Frachon** nous a dit « de grandes tâches vous attendent, mais nous sommes sûrs que vous les mènerez à bien ».

N'est-ce pas, Camarades, que nous aussi, nous en sommes sûres et c'est pourquoi nous allons intensifier encore notre action, entraîner encore davantage de femmes avec nous dans notre lutte, et faire de notre C.G.T. une organisation toujours plus forte, qui nous permette, ainsi que le demande notre programme, d'aller plus rapidement vers un Gouvernement qui ne soit plus hostile à nos justes revendications, qui tienne compte de notre volonté de paix et de liberté.

Quelques statistiques à propos de la Conférence

1.189 personnes assistaient à la Conférence Nationale, parmi lesquelles 1.052 déléguées et 137 dirigeants de Fédérations, d'Unions Départementales et de Syndicats.

Elles représentaient 28 Fédérations d'industrie et 72 départements.

Les statistiques suivantes, qui portent seulement sur 760 questionnaires remis par les déléguées, nous indiquent :

229 célibataires.

137 mariées sans enfant.

396 mères de famille.

La moyenne d'âge des déléguées était de 33 ans.

Responsabilités Syndicales :

Sur 760 toujours :

264 étaient membres de leur direction syndicale.

90 responsables de commissions ou sections féminines.

295 déléguées du personnel titulaires et 26 suppléantes.

187 déléguées au Comité d'entreprise et 4 suppléantes.

39 étaient collectrices et 5 responsables à la diffusion.

Désignation et financement des Déléguées

287 ont été désignées par des Assemblées générales d'entreprise.

74 par des rassemblements locaux.

340 par les syndicats.

350 ont eu leurs frais couverts par la section syndicale.

123 par des collectes.

35 par des tombolas et fêtes.

18 par le Comité d'entreprise.

SOMMAIRE

Pour nos 3.000 frs, comme pour la paix, notre espoir est dans l'action, par O. Tournade.....	p. 1 et 2
Quelques statistiques à propos de la Conférence....	2
Le Conseil de la F.D.I.F.	3
Organismes des comptes rendus de la Conférence Nationale	4 et 5
Quelques questions d'organisation	6
Pour de réelles Conventions Collectives.....	7
Pour de plus beaux Noël, nous lutterons unies.....	8

Le Conseil de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes vient de se tenir à Moscou

Prétendre rendre compte en si peu de place des importants travaux du Conseil de la F.D.I.F. qui vient de se dérouler à Moscou est évidemment impossible. Chacune des questions portées à l'ordre du jour mérite en effet un long développement : la discussion portait sur

- La lutte pour la Paix,
- La défense des droits économiques des femmes en relation avec l'accroissement de la misère et du chômage dans les pays capitalistes,
- Le rôle de la presse féminine,
- La Journée internationale de l'enfance.

C'est pourquoi nous parlerons aujourd'hui principalement des premiers points, nous promettant de revenir dans nos prochains numéros, sur les autres problèmes traités.

Ce qui a le plus frappé notre délégation française, c'est la maturité de toutes ces femmes venues de 37 pays différents et réunies au nombre de 150. Elles ont fait ressortir, au cours de leurs interventions, l'importance de la participation des femmes à la lutte pour la Paix et aussi la grande place qu'elles ont prise maintenant dans tous les pays.

Les déléguées américaines sont venues parler de la première Conférence du Congrès des Femmes Américaines qui, s'adressant, dans sa résolution, au Gouvernement des Etats-Unis, l'invite à réduire les crédits militaires ; en même temps, elles luttent pour la reconnaissance du principe « à travail égal, salaire égal » et de nombreuses pétitions ont été faites pour réclamer l'abrogation de la loi Taft-Hartley et la suppression de la bombe atomique.

Les déléguées d'Italie ont évoqué les nombreuses grèves auxquelles elles ont participé au cours de cette année, soit directement, comme en témoigne l'assassinat par la police de la journalière agricole Maria Margotti, tuée au moment où elle luttait contre les briseurs de grève, soit par la solidarité, les collectes, etc... Elles ont raconté la lutte des femmes Romaines où, dans une entreprise de filaments artificiels, 800 femmes occupèrent l'usine pendant 30 jours.

En Belgique, ce sont les travailleuses en chômage, en particulier les femmes soutien de famille, qui organisent de grandes pétitions à travers tout le pays.

En Grande-Bretagne, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, des « Autobus de la Paix » circulent à travers toute l'Angleterre et l'Ecosse.

En Norvège, c'est sur l'initiative des femmes que la lutte est organisée contre le Pacte Atlantique, par pétitions, meetings, etc... Pour la première fois, dans le pays, une femme prend la parole en public dans un grand rassemblement tenu devant le Parlement.

En Espagne, malgré le Gouvernement fasciste et sa terreur, les mouvements de grève se multiplient. Témoins ces grèves victorieuses menées par les ouvrières du textile en Catalogne. Et pourtant, la répression est féroce : 15 paysannes d'un petit village viennent d'être traduites devant un Conseil de Guerre, et elles iront rejoindre ces 20.000 femmes qui emplissent déjà les prisons franquistes.

En Allemagne même, l'Union Démocratique des Femmes Allemandes, qui groupent déjà 374.826 femmes a recueilli 5.300.000 signatures contre la bombe atomique. Ce mouvement, bien qu'interdit dans les zones occidentales d'Allemagne, a fait néanmoins un important travail : 52.000 signatures, ramassées en Bavière, 100.000, à Stuttgart, 500.000 en tout dans l'Etat de l'Allemagne de l'Ouest. Ce sont les femmes qui, se montrant les plus actives au sein du Front National d'Allemagne, travaillent à l'unification de l'Allemagne sur une base démocratique et pacifique dans le res-

pect des accords de Postdam.

Comme nous avons senti, à travers leur intervention, toute l'importance que revêt, pour nous Françaises, en particulier, l'existence de l'Allemagne démocratique de l'Est et le développement des forces démocratiques dans l'Allemagne toute entière, à la fois garantie pour notre sécurité, et facteur essentiel pour la sauvegarde de la Paix.

De leur côté, **les déléguées des pays de Démocraties Populaires** sont venues expliquer leur participation à la consolidation du nouveau régime, à son renforcement économique, à sa reconstruction, à l'amélioration continue du standard de vie. Quelle transformation chez ces femmes dont beaucoup étaient, il y a peu de temps encore, complètement illettrées et qui fournissent aujourd'hui un apport essentiel de main-d'œuvre qualifiée. Elles y sont parvenues par un effort constant, grâce à leur volonté d'aider ce régime qui leur a tant apporté ; leur rôle dans les organisations féminines et dans les syndicats est très important.

Au cours de ses travaux, le Conseil a décidé **l'exclusion des déléguées du gouvernement Tito** du sein de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes ; il a dénoncé Tito et sa clique comme traîtres au camp de la Paix et de la Démocratie, il les a dénoncés pour avoir poignardé dans le dos la Grèce héroïque, mais en même temps, il a décidé de garder leur place libre pour les représentantes des femmes Yougoslaves démocrates, en lutte contre le régime de terreur de Tito.

Mais l'intervention qui a vraiment dominé les travaux du Conseil est celle de **Nina Popova, vice-présidente de la F.D.I.F., et secrétaire des syndicats de l'U.R.S.S.** ; elle a montré comment les femmes soviétiques, aux côtés du peuple tout entier rassemblé derrière son gouvernement, et derrière son guide le généralissime Staline, luttent elles aussi pour la Paix en renforçant encore leur Etat Socialiste. Au Congrès de la Paix qui s'est tenu en U.R.S.S., 400 femmes étaient déléguées, et Nina Popova, parlant en leur nom, a pu déclarer : « Nous, patriotes soviétiques, nous aimons passionnément la vie, elle est belle et heureuse. C'est pour cela précisément que nous combattons la guerre avec plus de résolution. »

Comme nous l'avons mieux compris, cette déclaration, quand il nous fut donné de contempler quelques aspects de ce que le régime soviétique apporte aux femmes ; visite d'une maternité, d'une école, d'un combinat d'alimentation, d'un camp de pionniers, d'un kolkhoz, autant de révélations pour nous de ce qu'un pays où l'exploitation n'existe plus, où le peuple est maître de ses destinées, peut donner aux travailleurs. Tout cela, nous vous l'expliquerons dans nos prochains numéros du bulletin, mais tout de suite, disons que c'est pour nous une raison supplémentaire de renforcer notre lutte pour que bientôt, chez nous, nous puissions dire aussi : « La vie est belle et heureuse ».

POUR LA CONFÉRENCE D'ASIE

Beaucoup de Camarades n'ont pas encore répondu à notre appel pour participer au financement du voyage de nos amies Jeanette Vermeersch et Françoise Leclercq à la Conférence des Femmes d'Asie, qui vient de se tenir à Pékin. Vite au travail, collectez des fonds et faites-les parvenir sans tarder à la C.G.T.

ORGANISONS DES

VOILA COMMENT LA CAMARADE JEANNE ADYNS A FAIT SON COMPTE-RENDU DE LA CONFERENCE NATIONALE

Chères Camarades,

Ayant eu le privilège d'assister à la Conférence des Femmes Travailleuses, qui s'est tenue à Paris, les 19 et 20 novembre, je vais essayer d'être auprès de vous l'interprète des aspirations des femmes travailleuses de notre pays, et en particulier de notre département.

Je dois vous dire que j'étais heureuse de voir que vraiment, d'après les interventions des unes et des autres, que les femmes quand elles ont compris pourquoi elles se battent, sont les plus ardentes et les plus combattives.

On voit un peu partout que les patrons, aidés en cela par le Gouvernement, relèvent la tête et essayent de supprimer tous nos avantages acquis dans la lutte.

Ainsi au textile de Macon, les femmes à la production ont des salaires de 55 francs de l'heure ; à Lyon, un patron diminue les femmes enceintes de 5 frs de l'heure, sous prétexte qu'elles fournissent moins que les autres.

Dans toutes les usines, et en particulier dans les textiles, les patrons augmentent la vitesse des machines et nous font travailler à des cadences infernales, ainsi dans une usine du XI^e à Paris, un chronométrateur est derrière les ouvrières et, suivant la cadence de travail de l'ouvrière, note sur une fiche « ouvrière pas assez habile, à déplacer ; ouvrière inapte, à congédier », vous vous rendez compte de la peur qu'éprouve cette ouvrière qui a derrière elle cet homme et que cette peur paralyse dans son travail.

Il faut que nous luttons dans les Comités d'entreprise pour empêcher de telles choses ; il ne faut surtout pas que les Comités d'entreprise se fassent les complices des licenciements.

Ainsi l'on voit que partout les patrons, non contents des bénéfices fabuleux qu'ils réalisent, essayent d'en faire encore plus, soit en augmentant la vitesse des machines, soit en faisant suivre deux machines au lieu d'une, comme ce fut le cas à Beauvoix, où les retordeuses suivaient 400 broches et où, pour 10 frs de plus à l'heure, elles doivent en suivre 800.

Voyez-vous qui bénéficie de cette augmentation de production : c'est le patron, car pour 10 frs de plus à l'heure il gagne le salaire d'une ouvrière et, de ce fait, met une ouvrière sur deux en chômage.

Car il est paradoxal quand même de voir, 4 ans après la fin de la guerre, que nous manquons encore de tout le nécessaire ; que le sucre, le café et l'huile sont encore rationnés, que tant de gens sont sans logement et que l'on parle de chômage.

Nous sortons de l'été, où il nous était déjà difficile de boucler notre budget. Comment ferons-nous cet hiver pour ache-

DE LA CONFÉRIE

Afin d'aider les camarades qui ont assisté à la Conférence de ce magnifique rassemblement, le Secrétariat National avait servi de base d'intervention. Or, nous avons reçu du Nord, un du Textile de Tourcoing, si complet et si bien fait que nous a-

ter des vêtements chauds, le charbon et les loyers qui augmentent tous les mois ?

Nous avons aussi la Sécurité Sociale qui est menacée par le patronat et par le gouvernement réactionnaire.

Et tout cela est la conséquence du plan Marshall, et de la guerre qui se prépare ; c'est la conséquence aussi du plan d'importation massive des produits américains.

Pour lutter efficacement contre ces entrées en France de produits fabriqués, nous devons nous unir avec les ouvriers C.F.T.C., F.O., inorganisés, et aussi avec les militants du Mouvement Populaire des Familles.

Mais pour lutter contre les patrons et contre le gouvernement, les femmes sont les plus ardentes. Nous en avons eu maintes preuves dans les interventions des unes et des autres à la Conférence.

Ainsi à DUNKERQUE les femmes ont été aux côtés des dockers, dans la lutte pour empêcher et retarder le départ des bateaux qui partaient en Indochine ; à PORT-DE-BOUC, les femmes des travailleurs ont été à la pointe du combat dans la lutte contre le look-out, elles ont été voir pour discuter avec le patron et, comme il ne voulait pas les recevoir au chantier, elles ont été chez lui et sont entrées deux fois dans sa maison pour lui dire : « nos enfants ont faim, nos maris veulent travailler et en travaillant avoir des salaires qui leur permettent de vivre », et avec leurs maris elles ont fait la marche de la faim sur MARSEILLE, elles ont connu les morsures des chiens de Jules Moch. Puis une délégation est venue à Paris voir Daniel Mayer, alors Ministre du Travail ; elles lui ont demandé d'intervenir auprès des patrons pour faire cesser cet état de choses. M. Mayer a répondu :

1° que ce n'était pas les femmes qui étaient look-outées, mais les hommes ;

2° que ma foi, si le patron avait décidé cela, lui ne pouvait rien faire.

Alors les femmes ont dit : « vous ne pouvez rien faire ? Alors vous voulez donc que les 10.000 femmes de Marseille viennent vous dire : M. Mayer, si vous n'êtes pas capable, allez-vous en, car on en a assez de voir un Gouvernement d'incapables de votre espèce. »

Une femme lui a demandé s'il avait des enfants ; sur sa réponse affirmative, elle lui a dit : « je les plains, avec un père comme vous, ils doivent être bien malheureux. »

A CAUDRY, pour citer des exemples du Nord, Marie-Thérèse Van Hay nous disait ces phrases si simples : « les femmes ont été les plus ardentes dans le combat et elles ont obtenu bien plus que leurs 8 fr. 50 de l'heure ; elles ont pris conscience de leur force, et maintenant les patrons devront tenir compte des femmes ; mais elles devront aussi lutter contre le sectarisme des hommes, qui malgré leurs responsabilités au syndicat, gardent malgré eux des préjugés de petits bourgeois. Il faut que nous nous imposions dans les directions des syndicats, il faudra persévérer pour s'imposer aux hommes par notre ténacité et notre courage. »

Il y avait aussi une petite jeune fille de QUIMPER qui, très simplement, est venue nous dire la lutte des femmes de Quimper à la céramique ; elle est toute jeune dans la lutte syndicale et pourtant elle a déjà beaucoup à nous apprendre.

Son patron voulait la congédier, l'action syndicale l'en a empêché ; mais maintenant la petite est tracassée, vouée aux plus mauvaises besognes.

« Fut un temps, disait-elle, j'en avais assez et je voulais partir, mais j'ai pensé que ce serait une belle victoire pour le patron et je suis restée. On m'a changée d'atelier, mais un petit apprenti est venu me voir et m'a dit : « tu sais, Jeannette, le chef d'atelier voulait me faire faire un travail de manœuvre, j'ai refusé. Je lui ai fait remarquer que j'avais un contrat de travail. » Je lui ai demandé qui l'avait conseillé de faire cela, il m'a dit : « C'est Mme Une Telle ». — Je suis allée la voir et elle m'a dit : « Puisque vous n'êtes plus là, j'ai pensé qu'il fallait que quelqu'un fasse le travail », alors j'ai répondu : « si la direction continue comme ça à me changer d'atelier, je sais que chaque fois il restera quelque chose quand je partirai ».

Cette jeune fille est chrétienne, elle déclare se trouver très à l'aise à la C.G.T. et elle demande que grandisse encore le travail d'unité.

C'est tellement vrai que c'est par l'unité que nous vaincrons, nous en avons eu une preuve supplémentaire dans la grève du 25 novembre.

Notre rôle, à nous, femmes, c'est d'être les plus ardentes dans la lutte pour l'unité, face aux diviseurs de toutes sortes nous devons être unitaires, plutôt deux fois qu'une, et pour cela, mes camarades, nous devons avoir beaucoup de patience et expliquer toujours plus aux femmes et

COMPTES RENDUS

CONFÉRENCE NATIONALE

Conférence Nationale des Travailleuses à faire des comptes rendus
a décidé de publier dans ce numéro un schéma qui aurait pu
un compte rendu fait par la camarade Jeanne ADYNS, ouvrière
avons pensé que ce serait pour vous toutes le meilleur exemple.

surtout ne pas perdre patience, ne pas être sectaires et dire : elles sont trop bêtes, elles ne comprennent vraiment rien; mais non, ce n'est pas de leur faute si elles n'ont pas encore compris, c'est parce que la radio et la presse pourrie, dont beaucoup de foyers sont encore infestés, sèment le trouble et la division dans les esprits. Et surtout, ne pas être sectaires, comme notre camarade du Rhône qui demande à réfléchir quand 14 ouvrières avec la responsable C.F.T.C. sont venues pour adhérer à la C.G.T., car, disait-elle : « ça ne me donne pas confiance ; je ne comprends pas que l'on puisse changer à ce point. »

Cette camarade n'avait pas compris que ces ouvrières ayant les mêmes souffrances avaient les mêmes aspirations qu'elle, et que bien qu'elles soient chrétiennes elles avaient leur place dans la C.G.T. et qu'unies elles triompheraient de leurs exploiters. Voyez-vous, camarades, qu'il ne faut donc pas être sectaires.

Une des autres conséquences du Plan Marshall est la guerre au Viet-Nam, et la préparation à la guerre contre la Russie, qui a également été dénoncée à la Conférence par les femmes et par l'abbé Boulier qui a fait un émouvant appel en faveur de la Paix.

Il nous a fait remarquer qu'il n'y avait pas d'argent pour construire des écoles et des logements, mais qu'il y en avait pour faire des casernes; il a dit : « Par notre lutte nous prendrons les casernes et nous en ferons des écoles. »

Il nous a demandé, à nous les femmes, d'agir à tout prix pour empêcher nos jeunes de s'engager pour aller au Viet-Nam faire une besogne affreuse.

Il a rendu hommage à la C.G.T. et à l'U.F.F. en disant que ces organisations avaient été les premières dans la lutte contre la guerre au Viet-Nam.

Il a demandé aux déléguées des comités d'entreprise de se mettre en liaison avec les Conseils Communaux des Partisans de la Paix, pour lutter en commun contre la guerre au Viet-Nam; il nous a dit également que par notre action nous devons faire comprendre aux élus, qu'ils soient conseillers municipaux, conseillers généraux, conseillers de la République, députés ou ministres, qu'ils ont été élus pour obéir à la volonté du peuple et non pour la trahir.

Il nous a dit : « Prenez courage et unissez-vous, car vous êtes les plus forts,

vous avez avec vous le bon droit, et que toutes les femmes, les mères de France, sont avec nous contre la guerre. »

Mais dans la lutte pour la Paix nous rencontrons encore beaucoup d'incompréhension de la part de certains camarades hommes, qui croient que c'est un thème de propagande, qui ne croient pas que la guerre est possible.

Exemple : dans une usine du Roussillon, une femme avait posé le problème de la Paix; un camarade avait répondu : « La guerre, mais elle n'est pas possible, l'autre est à peine finie. »

Cette femme a dit : « En 1914, mes parents ne croyaient pas à la guerre, nous l'avons eue; en 1939, mon mari ne croyait pas à la guerre, il n'en est pas revenu; aussi, maintenant, je veux lutter pour que mes enfants ne connaissent plus les horreurs d'une nouvelle guerre. »

C'est tellement vrai que les Américains veulent la guerre à tout prix, qu'ils parlent déjà comme si cela était chose faite. Je vais vous lire une déclaration de Clarence Cannon, président de la Commission du Budget, qui le démontre clairement en déclarant le 16 avril 1949 à la Chambre Américaine :

Nous enverrons les enfants de nos Alliés se faire tuer pour nous

« Dans la prochaine guerre, comme dans les précédentes, nous équiperons des soldats d'autres nations et nous les enverrons au combat. »

« Nous devons frapper Moscou et toutes les autres villes de Russie dans la semaine qui suivra le début du conflit, grâce à des appareils ayant leurs bases sur le continent. Grâce à la signature du Pacte Atlantique, nous avons ces bases. »

« Tout ce qu'il nous faut maintenant, ce sont les avions pour transporter les bombes, équiper les soldats des autres nations et les laisser envoyer leurs enfants se faire tuer pour que nous n'ayions pas à y envoyer les nôtres. Voilà ce que signifie le programme de construction d'avions à long rayon d'action... »

« Voilà ce que la bombe atomique permet aux Etats-Unis de faire... »

« La prochaine guerre doit être gagnée dans les premières trois semaines. Nous devons, pendant ce temps, pulvériser tous les centres militaires de Russie. »

« Nous bombarderons les champs de bataille et ensuite nous laisserons nos Alliés conserver le terrain que nous aurons conquis par ce moyen. »

Nous devons donc lutter de toutes nos

forces contre ces menaces de guerre et pour cela, nous devons également nous unir; nous devons lutter aussi pour nos revendications.

Voir Projet d'Appel dans *Le Peuple*, n° 278, page 4.

Nous devons aussi lutter pour la Sécurité Sociale (voir tract C.G.T.), qui nous a été donnée par les camarades Croizat.

Les patrons affirment que le total des salaires payés en 1948 est de 2.400 milliards. Si l'on enlève de ce chiffre les salaires des fonctionnaires et des travailleurs soumis à des régimes spéciaux, il n'en reste pas moins 1.600 milliards.

Or, les versements à la Sécurité Sociale se sont élevés pour la même période à 166 milliards.

Les patrons auraient dû payer, compte tenu des salaires dépassant le plafond, 220 milliards à la Sécurité Sociale; ils n'en ont versé que 166 milliards; 54 milliards ont ainsi été détournés de leur destination, frustrant de cette somme la Sécurité Sociale.

Or, ce n'est pas assez de frauder la Sécurité Sociale à notre détriment, les organisations patronales, les réactionnaires, des députés et des gouvernants peu soucieux de nos misères, envisagent de réduire encore nos droits en supprimant le petit risque, c'est-à-dire si nous sommes malades moins de 15 jours; tout cela pour diminuer encore les versements des patrons et leur permettre d'augmenter leurs bénéfices déjà scandaleux.

Il faut donc lutter pour avoir, comme l'a demandé notre camarade Henri Raynaud, la gratuité des soins médicaux et des frais pharmaceutiques.

Moi, je pense que la première condition pour faire aboutir nos revendications, c'est de les faire connaître partout, dans les entreprises, les ateliers, enfin, partout où nous en aurons la possibilité, et surtout de faire un travail d'unité; et cela, nous, les femmes, nous pourrions le réaliser plus facilement que les hommes car nous sommes plus jeunes dans le mouvement de masses et que nous n'avons pas les mêmes motifs de ressentiments que les hommes.

Les conclusions de notre Conférence sont donc celles-ci :

— Faire en sorte que les hommes fassent appel à nous aux directions syndicales, pour les aider à faire aboutir les revendications générales, et ainsi, nous pourrions faire appliquer en même temps nos revendications particulières.

— Il faut nous unir pour écraser ces bêtes immondes qui vivent dans le luxe du fruit de notre travail et qui ont peur de l'unité de la classe ouvrière.

Qui ont peur des mères qui défendent leurs petits,

Qui ont peur des Partisans de la Paix, et qui envoient leurs chiens et leurs policiers contre nous.

Mais, unis à travers le monde, nous triompherons de ces fauteurs de guerre et de ces ennemis du bien-être de nos foyers.

Quelques questions d'organisation

Dans son rapport à la Conférence Nationale, la responsable de la Commission Féminine des Htes-Pyrénées pose ainsi le problème de l'organisation des femmes travailleuses :

« Ce qui chiffonne les camarades responsables de syndicat, est une question d'appellation ; et je m'explique : il y a, d'une part, la **section syndicale**, d'autre part, la **section féminine**...

« Cela laisse supposer à certains camarades hommes qu'il y a fractionnement du syndicat et affaiblissement.

« C'est pour cela qu'il serait nécessaire que des directives précises soient données à la suite de notre Conférence. »

En effet, **comment se pose la question de l'organisation des femmes dans notre mouvement syndical ?**

Dans son rapport au Comité Confédéral National, Henri Raynaud indiquait :

« Je voudrais simplement donner ici, au C.C.N., l'opinion de la direction confédérale sur la forme d'organisation à arrêter définitivement pour notre travail parmi les femmes.

« Sur le plan confédéral, une camarade du bureau de la C.G.T. continuera à être responsable du travail parmi les femmes. Le Bureau National des Femmes sera supprimé et remplacé par un secrétariat de 6 camarades. Une commission féminine confédérale subsistera et groupera des camarades de Fédérations et de la Région Parisienne.

« Les Commissions Féminines des Unions Départementales continueront d'exister, mais le Bureau Confédéral prend acte que la création de sections de femmes n'a pas donné les résultats escomptés, et appelle les syndicats à prendre directement en main l'organisation et la défense des femmes dans le mouvement syndical. »

A propos des sections de femmes

Il est exact, comme le disait H. Raynaud, que les sections n'ont pas donné le résultat escompté. Elles nous ont permis néanmoins de poser le problème de la main-d'œuvre féminine à tous les échelons de notre mouvement syndical et d'autre part, de révéler de nouveaux cadres. Cette expérience nous permet de dire que nous avons fait un grand pas dans une compréhension meilleure de nos cadres vis-à-vis du travail parmi les femmes.

Nous préconisons donc, **sans aucun schématisme**, la suppression des sections de femmes et nos camarades des Hautes-Pyrénées ont raison de penser qu'il ne peut y avoir qu'une section syndicale groupant tous les travailleurs, hommes et femmes.

Est-ce à dire qu'il ne subsiste aucune question particulière qui nécessite une attention spéciale de nos militants ? La direction confédérale ne le pense pas, c'est pourquoi elle préconise le maintien des Commissions féminines à tous les échelons.

Le rôle des Commissions Féminines

Nous laissons, à ce sujet, la parole à notre camarade A. Girbon, de Montluçon (Allier).

Voici comment elle envisage son travail :

« Dans les entreprises et les administrations, il est certain que la question féminine est une question de méthode de travail. Partout où l'on fait un travail collectif, en profondeur, où l'on fait monter hardiment des cadres nouveaux, où l'on

entraîne le plus grand nombre de camarades à militer, où l'explication et la discussion s'engagent à la base, les revendications des femmes sont forcément posées et l'on trouve des femmes pour militer ; dans l'ensemble, les secrétaires des syndicats de notre ville comprennent qu'il faut leur donner la place qu'elles méritent dans les conseils syndicaux et les bureaux syndicaux. D'ailleurs, nous maintenons et faisons vivre notre Commission féminine locale de façon à voir les faiblesses, à aider les camarades et à rappeler aux secrétaires de syndicats — dans le cas où ils l'oublieraient — qu'il y a des femmes dans leurs syndicats ; je ne crois pas que le cas se présente fréquemment, au contraire : là où les femmes ont l'air de s'endormir, les camarades hommes nous demandent de les réunir. »

Et, en effet, là où il y a encore des incompréhensions, et même ailleurs, c'est effectivement le rôle des commissions féminines, et ceci à tous les échelons (entreprises, localités, départements, Fédérations), de rassembler les revendications particulières, de les transmettre à la direction syndicale et de rappeler à celle-ci qu'il faut réunir périodiquement les travailleuses, en un mot, d'impulser le travail parmi les femmes.

Renforcer nos organisations et veiller à la montée des cadres

C'est donc dans le cadre de l'activité générale de la C.G.T., que les femmes doivent jouer leur rôle.

Il reste encore beaucoup à faire pour organiser les travailleuses et la question du recrutement doit être une de nos préoccupations constantes. La remise des cartes 1950 doit nous permettre de recruter de nombreuses adhérentes. A cette occasion, il serait bon d'organiser des petites fêtes de famille où les femmes viendraient avec leurs enfants. Signalons, en terminant, le magnifique exemple d'une ouvrière du textile de Colmar, qui a fait 100 adhésions chez Gesburger, et celui de la camarade Gilberte Delencre, ouvrière des usines Japy, d'Anzin, qui a fait 200 adhésions dans son atelier avant la Conférence, et nous écrit dès son retour : « Je crois maintenant encore plus fermement à l'union parmi les ouvriers des usines Japy et aussi, je refais déjà de nouvelles adhésions. »

Ceci nous montre les énormes possibilités qui s'offrent à nous.

« Femmes Soviétiques »

QUI DE NOUS N'EST CURIEUSE DE CONNAITRE LA VIE DES TRAVAILLEUSES DE L'UNION SOVIETIQUE ?

La magnifique Revue « Femmes Soviétiques », qui paraît tous les 2 mois répond à notre désir.

SOUSCRIVEZ UN ABONNEMENT

soit personnellement,
soit par groupe,
soit pour votre syndicat,
ou votre commission féminine.

Vous y trouverez toute la documentation que vous cherchez.

L'abonnement d'un an : 300fr. Envoyer la somme aux Editions France-U.R.S.S., 29, rue d'Anjou. C.C.P. 3.126-99.

Les camarades de la Région Parisienne peuvent acheter directement à France-U.R.S.S., pour 60 francs le numéro.

Pour de réelles Conventions Collectives

L'appel lancé aux travailleuses de France par notre Conférence rappelait les grandes revendications de la C.G.T. et en particulier : « La libre discussion des salaires dans le cadre des conventions collectives, avec minimum de garantie. »

Poussé par ce large mouvement qui grandit continuellement, le gouvernement a présenté un projet de conventions collectives.

NOUS N'ACCEPTONS PAS QUE NOS DROITS SOIENT MIS EN CAUSE

Ce projet supprimerait le droit de grève, par l'institution d'une procédure de conciliation et d'arbitrage ; le tout serait chapeauté par une cour supérieure composée de hauts fonctionnaires. On voit d'ici quelle justice serait rendue...

Puis, le gouvernement se réserve le droit de déterminer le salaire minimum de base qui serait fixé à moins de 9.000 francs par mois, alors que nous demandons que la notion même du minimum vital soit respectée.

Il pourrait également se payer le luxe de régler le salaire d'une catégorie suivant la situation de la profession et même de la productivité. Il pourrait revenir aussi sur un accord national, régional et local, si telle est sa convenance.

Voici quelques points de ce projet qui a été rejeté par toutes les organisations syndicales au Conseil Economique, et sur lequel discutent les députés de la commission du travail à l'Assemblée Nationale.

Mais le gouvernement ne se considère pas battu, et il espère que la majorité du Parlement le suivra s'il fait quelques ratures à ce scandaleux projet.

ORGANISONS DANS CHAQUE ATELIER ET BUREAU DES PROTESTATIONS ET PETITIONS POUR DE REELLES CONVENTIONS COLLECTIVES

La Convention Collective règle les rapports d'une profession entre ouvriers et patrons.

Eile peut être nationale, régionale et locale.

Suivant la lutte et la pression qui est faite par les salariés, il est possible d'arracher des avantages de plus en plus nombreux.

C'est ainsi qu'en juin 1936, les ouvriers et ouvrières ont occupé les usines et en quelques jours, la classe ouvrière obtenait :

- la signature de conventions collectives ;
- l'augmentation des salaires de 22 % ;
- la semaine de 40 heures en 5 jours ;
- les congés payés.

Ceci, nous devons le rappeler et le faire connaître à tous ceux qui n'ont pas participé à cette magnifique victoire du mouvement syndical.

MAIS, AUJOURD'HUI, NOUS AVONS AUSSI DE GRANDES REVENDICATIONS A ARRACHER

- En premier lieu, l'augmentation des salaires,

basée sur le coût de la vie et avec l'application automatique de l'échelle mobile. Et tout de suite, la prime de 3.000 francs par mois, pour tous.

— Le respect des libertés syndicales et le droit de réunion dans chaque entreprise .

— L'application intégrale des 40 heures en 5 jours, sans diminution de salaire.

— L'établissement de temps normaux nationaux, pour en finir avec les cadences infernales.

— Le paiement intégral de la semaine, ce qui veut dire que toute journée de fête chômée sera considérée comme une journée de travail payée.

— Les congés payés à trois semaines.

— L'organisation de l'apprentissage et de la formation professionnelle.

— L'interdiction du renvoi pour cause de maladie.

— La protection des femmes enceintes contre le renvoi et le droit au maintien de l'emploi après une absence de 1 an ou plus pour cause de maternité.

— Une indemnité couvrant les frais occasionnés par la garde des enfants.

— L'application des mesures d'hygiène et de sécurité ; Le respect de la médecine du travail, et la reconnaissance de toutes les maladies professionnelles.

— Pour les travailleuses à domicile, paiement d'un salaire équivalent à celui versé à l'entreprise et majoré des frais professionnels. Aucune fourniture ne devra être payée par l'ouvrière : fils, colle, aiguilles, etc...

Pour les ouvrières agricoles, l'intégration dans la Sécurité Sociale.

Avec ces quelques grandes revendications, nous pouvons déjà les faire connaître plus largement dans les entreprises et commencer à faire signer des pétitions sur lesquelles nous réaliserons l'unanimité complète.

Des délégations se rendront auprès des directions, des élus de la localité et du département, auprès des Pouvoirs Publics (mairie, préfecture, conseil général).

C'est ainsi que nous apporterons notre contribution à cette lutte et que nous améliorerons nos conditions de travail et de vie.

POUR LA PAGE des Travailleuses

N'oubliez pas de nous envoyer régulièrement des nouvelles de vos conditions de travail, de vos luttes, de vos victoires, afin que nous puissions les passer dans la double-page mensuelle du **Peuple**. Cette page est la vôtre, Camarades, écrivez-nous, faites-en la critique, apportez nous vos suggestions.



Pour de plus beaux NOËL

NOUS LUTTERONS UNIES

VOICI revenu Noël, la grande fête des enfants dans tous les pays du monde. Noël, avec ses sapins, ses bougies, les petits souliers dans l'âtre, et la joie qui éclate dans les yeux illuminés des petits.

Mais cette année, Noël n'a apporté qu'un peu plus de soucis, un peu plus de tristesse dans les foyers ouvriers. En vain les petits nez se sont écrasés contre les vitrines, dans les petites frimousses tendues de convoitise, en vain les petits doigts ont pointé vers le jouet désiré, le salaire déjà si maigre ne permet pas la moindre fantaisie.

Le chômage s'étend, la misère grandit ; combien de mamans ne pourront, cette année, satisfaire le rêve de leurs gosses lorsqu'on pense que 3 millions de travailleurs sont bénéficiaires de la prime unique de 3.000 francs accordés à ceux qui gagnent moins de 12.000 francs dans la Région Parisienne.

En cette période où les journaux réactionnaires réclament à longueur de colonnes l'amnistie pour les traîtres et les collaborateurs, crions notre indignation à ceux qui maintiennent dans les prisons des centaines de travailleurs, et en particulier de vaillants mineurs arrêtés pour avoir défendu le pain de leurs enfants. Faisons, par notre protestation, que ce Noël soit un véritable Noël d'amnistie ; arrachons à la féroce répression gouvernementale ceux qui doivent être immédiatement rendus à leurs familles, à leurs petits enfants.

Comme ceux-là, d'autres enfants ne connaîtront pas, en ce jour de Noël, la chaude tendresse de leurs parents ; petits enfants arrachés depuis plusieurs années, par le fascisme hitlérien, de leur pays, de leur maison, petits enfants enlevés d'Union Soviétique et jetés dans les camps nazis. 32.000 d'entre eux sont encore séparés de leur famille ; gardés en Allemagne Occidentale par les autorités américaines qui refusent de les rendre à leur pays, ils sont menacés d'être déportés aux Etats-Unis, et déjà, certains d'entre eux sont partis pour le Canada. Bien sûr, ils cachent soigneusement leur mauvais coup, ces hommes qui osent ainsi arracher des gosses à leurs mères ; seulement, le Conseil de la F.D.I.F. qui vient de se tenir à Moscou les a dénoncés avec indignation et avec la volonté de faire cesser un tel crime. Quelle maman de chez nous ne sentira gronder en elle la colère à cette pensée, quelle maman ne voudra joindre à celle du Gouvernement de l'Union Soviétique, sa protestation et celle de ses camarades de travail, protestations qui doivent affluer à l'ambassade des Etats-Unis à Paris.

N'avons-nous pas, d'ailleurs, assisté, en France même, il y a peu de jours, à des actes semblables ? Le Gouvernement de la France, aux vieilles traditions d'hospitalité, expulsant des travailleurs polonais, parmi lesquels une femme mariée à un Français et maman d'un petit garçon dont on l'arracha brutalement sans même lui permettre de l'embrasser. Un gouvernement tel que celui que nous avons en ce moment avait-il besoin de cela pour tomber encore plus bas dans l'infamie ?

Comment osent-ils, après cela, parler de la dignité humaine, s'attendrir sur la famille ? Comment osent-ils prononcer le mot même de Noël eux qui sont responsables de notre misère, eux qui dispersent les familles, eux qui préparent la guerre ?

Mais ce Noël des travailleurs, ce Noël de ceux qui peinent et qui souffrent, il sera en même temps un Noël d'espoir. Espoir en pensant aux victoires prochaines de notre lutte, car plus que jamais, les travailleuses sont bien décidées à agir pour que ça change. Espoir, parce que dans le monde entier, les forces de paix grandissent et développent sans cesse.

Plus qu'espoir, certitude que l'union qui, partout, se réalise et se renforce, nous permettra d'arracher au patronat et aux fauteurs de guerre le bonheur dans la paix et dans la liberté pour tous les petits enfants des travailleurs.





Femmes travailleuses de France

NOUS, qui, par notre travail, apportons une très large contribution à la richesse nationale ;

NOUS NE VOULONS PLUS nous débattre dans des difficultés sans cesse grandissantes ;

NOUS EN AVONS ASSEZ DE LA VIE CHERE qui enlève le beurre des tartines de nos enfants ;

NOUS NOUS REFUSONS à accepter le blocage des salaires et à vivre sous la menace permanente du chômage total et partiel qui plonge nos foyers dans la misère ;

NOUS NE POUVONS ADMETTRE que nos fils et filles perçoivent des salaires diminués et qu'un grand nombre d'entre eux ne puissent connaître la joie d'apprendre un métier.

NOUS RESENTONS UNE GRANDE AMERTUME devant la misère de nos Vieux Papas et de nos Vieilles Mamans qui, après avoir travaillé toute leur vie, souffrent aujourd'hui du froid et de la faim ;

NOUS NE VOULONS PAS revivre les horreurs de la guerre, ni trembler pour nos fils envoyés au Viet-Nam, dans une guerre injuste et sans issue.

NOUS VOULONS des **foyers heureux**, et avoir la possibilité de goûter les joies de la famille.

FEMMES, TRAVAILLEUSES DE FRANCE !

A l'appel de la C. G. T., nous nous sommes rassemblées à Paris, les 19 et 20 novembre 1949, pour dénoncer les responsables de notre misère.

Par une politique contraire aux intérêts de la France, nos gouvernants conduisent notre Pays au désastre.

Que nous a apporté le Plan Marshall dit « Plan d'aide à la France » ?
Depuis mai 1947 :

— plusieurs dévaluations du franc, qui ont provoqué la **montée constante des prix**, bien que nos salaires soient bloqués ;

— la **misère et le chômage**, conséquences d'une politique d'importation massive de produits fabriqués. Le résultat, pour les Femmes, c'est qu'elles sont rejetées les premières de la production, ou utilisées comme main-d'œuvre à bon marché et embauchées en dessous des salaires légaux.

— **Nous sommes écrasées d'impôts**, pour satisfaire aux exigences du budget de guerre.

Car la conséquence la plus inquiétante du Plan Marshall c'est le **Pacte Atlantique**, qui entraîne l'abandon des réparations et le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, qui prépare une guerre contre l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires, c'est-à-dire contre la classe ouvrière toute entière.

NOUS DEVONS LUI FAIRE ECHEC, pour éviter aux MAMANS DE FRANCE la perspective de verser des larmes amères sur les berceaux de leurs Petits, sur les ruines de leurs foyers !

Femmes, Travailleuses de France! *Nous voulons que ça change et c'est possible en imposant une politique de paix!*



Avec tous les travailleurs, nous réclamons :

1° La juste rétribution de notre travail :

- La prime d'attente de 3.000 francs par mois, pour TOUS les salariés, y compris les fonctionnaires, ouvrières agricoles, travailleuses à domicile, gens de maison, etc..
- Des salaires correspondant au coût de la vie, et l'application de l'échelle mobile ;
- La libre discussion des salaires dans le cadre des Conventions Collectives, avec minimum garanti ;
- Le respect du droit syndical et du droit de grève ;
- L'égalité avec les hommes des coefficients de qualification ;
- L'application du décret CROIZAT sur l'égalité des salaires et son extension aux travailleuses agricoles ;
- La mise en application du Statut de la Fonction Publique ;
- L'application des mêmes salaires et des mêmes droits aux travailleuses à domicile qu'aux travailleuses de l'industrie ;
- La suppression des zones de salaires et des abattements d'âge ainsi que le respect des minima légaux.

2° Le droit au repos, et la possibilité de nous consacrer à nos devoirs de femmes et de mères.

- L'application de la semaine de 40 heures en 5 jours, avec 2 jours consécutifs d'arrêt de travail, sans diminution de salaire ;
- Un temps de repos dans la journée pour les femmes fatiguées et l'institution de salles de repos dans toutes les entreprises ;
- 2 jours de congés supplémentaires pour les femmes ayant leurs enfants en nourrice ou en pension ;
- La possibilité, pour chaque Maman, d'allaiter ou d'élever son enfant pendant une année, avec la garantie de retrouver son travail ;
- La construction de logements sains et aucune augmentation des loyers sans indemnité compensatrice ;
- La création d'un réseau d'Œuvres Sociales collectives : crèches, garderies, etc... ;
- Le versement d'une indemnité couvrant les frais occasionnés par la garde des enfants.

3° La protection de notre santé et de celle de nos enfants par de meilleures conditions de travail et d'hygiène :

- Augmentation du temps alloué pour l'exécution du travail pour en finir avec les cadences infernales ;
- Développement de l'hygiène sociale dans les villes et villages, avec installation de maternités, de « Gouttes de Lait », consultations de nourrissons, de dispensaires municipaux.

4° Pour les chômeuses :

- Pour donner du travail à tous, l'application du programme de redressement économique et social de la C.G.T. ;
- L'inscription de toutes les sans-travail au Fonds de Chômage ;
- 250 francs par jour et 100 francs par personne à charge, sans condition, pour toutes les femmes en chômage.

Pour améliorer la Sécurité Sociale, exigeons :

- 1° La gratuité complète des soins médicaux et dentaires, des produits pharmaceutiques et des frais d'hospitalisation ;
- 2° L'augmentation de toutes les prestations ;
- 3° Le maintien de la garantie du petit risque ;
- 4° La prévention contre les maladies professionnelles ;
- 5° L'augmentation de la retraite des Vieux Travailleurs à 55.000 francs, sans abatement de zones et son attribution sans condition aux Mères ayant élevé 5 enfants. La retraite à 60 ans, et à 55 ans pour les travaux pénibles et insalubres, sans préjudice des avantages découlant des régimes particuliers. La réversibilité de la retraite ;
- 6° L'abrogation de la circulaire ministérielle 99 SS du 22 avril 1949, qui supprime les prestations familiales lorsqu'un enfant manque la classe quatre demi-journées par mois, sans motif valable ;
- 7° L'attribution des allocations familiales dès le premier enfant ;
- 8° Le calcul des prestations familiales sur la base de 15.000 francs, sans abatement de zones ;
- 9° L'intégration des agricoles dans le régime actuel.

Femmes, travailleuses de France !

RASSEMBLONS-NOUS dans la C.G.T.

REALISONS L'UNITE pour faire aboutir nos revendications.

TOUTES ENSEMBLES, EXIGEONS UN GOUVERNEMENT qui donne satisfaction à nos revendications, qui rende à la France son Indépendance et sa Liberté.

EXIGEONS LA SUPPRESSION des bombes atomiques, la réduction des armements et la fin de la guerre au Viet-Nam.

LUTTONS contre les campagnes de mensonges, de calomnies et de provocations menées contre l'U.R.S.S. et les pays de Démocraties Populaires.

TOUTES ENSEMBLE

avec les Femmes du Monde entier, avec la Fédération Démocratique Internationale des Femmes,

RENFORÇONS LE FRONT DE LA PAIX

et luttons contre les fauteurs de guerre qui préparent la guerre contre l'Union Soviétique où est réalisée l'égalité de la Femme, sa libération et la joie et le bien-être dans les foyers.

REJOIGNEZ LA C. G. T., qui nous mènera au bien-être, à la Liberté et à la Paix.

Vive la Confédération Générale du Travail. Vive la Fédération Syndicale Mondiale.